

Initiatives ministérielles

Grande-Bretagne et aux États-Unis. Si on veut dépouiller les contribuables canadiens, qu'on les dépouille au moins au profit de sociétés canadiennes. Mais le gouvernement ne fait même pas ça.

J'entends les Américains qui disent: «Savez-vous ce que nous avons fait faire à ces imbéciles de Canadiens? Ils vont construire ce pont pour relier le Nouveau-Brunswick à l'Île-du-Prince-Édouard, ils vont dépenser 42 millions de dollars par an et nous avons des intérêts dans cette société.» Dans les salles de conférence de la même société de construction en Grande-Bretagne, on dit la même chose: «Nous aurions pu leur donner la technologie pour un tunnel, mais non, ils voulaient un pont. Quoi qu'ils demandent, nous leur donnerons, si ces idiots veulent dépenser des sommes pareilles.»

Il s'agit de 8 000 \$ par habitant dans l'Île-du-Prince-Édouard. Si nous donnons aux habitants de cette province la possibilité de voter pour dire s'ils préfèrent 8 000 \$ par personne ou ce pont, devinez ce qu'ils vont choisir. Faites-les voter, voyons ce qu'ils décideront.

Mme Sparrow: Ils ont déjà voté.

M. Barrett: Ils n'ont pas voté au sujet des 8 000 \$. Ils n'ont pas voté sur l'argent qu'ils pourraient obtenir. Ils ne possèdent pas la société dans l'Île-du-Prince-Édouard. Ils ne tireront aucun profit de cette entreprise dans cette île, sauf la possibilité de vendre des cartes postales de ce pont de 13 kilomètres de long qui probablement lorsqu'il sera terminé n'aura qu'une seule voie à sens unique étant donné le prix qu'il va coûter et les frais qui augmentent.

Une voix: Oh, cela suffit.

M. Barrett: Elle me dit que cela suffit au sujet de ce pont. Vous expliquerez aux Albertains pourquoi on va dépenser 42 millions de dollars par an pour régler un problème de 21 millions de dollars. J'irai en Alberta avec vous et nous monterons sur une estrade ensemble avec le député d'Annapolis Valley—Hants. Nous prendrons la parole pour déclarer: «Bon, dites-nous pourquoi nous devrions dépenser l'argent des contribuables pour ce projet.»

C'est si stupide, les ministériels prennent cela au sérieux. Je pensais que c'était une plaisanterie qui avait commencé le 1^{er} avril et qui s'était prolongée. Mais ils sont sérieux. Ils ont vraiment l'intention de le faire.

Madame la Présidente, vous avez entendu parler de postes fictifs au budget et des dépenses inutiles que le gouvernement a effectuées au cours des années, et que

me disent-ils? «Oh, vous allez perdre des voix dans l'Île-du-Prince-Édouard.» Si le gouvernement veut acheter des votes, il peut le faire beaucoup mieux et à bien meilleur marché qu'avec ce genre d'opération. Combien de voix va-t-il obtenir en Grande-Bretagne grâce à la société de construction? Combien de voix va-t-il gagner aux États-Unis? S'il veut acheter des voix, qu'il le fasse ouvertement, qu'il leur donne l'argent franchement et qu'il soit honnête à ce sujet.

S'agit-il d'acheter des voix ou de faire preuve de bonne gestion financière? Les ponts ne font pas grève, a dit le ministre. Bien entendu, cela ne veut rien dire.

Y a-t-il quelqu'un à la Chambre qui a des projets coûtant 42 millions de dollars par an qu'il voudrait voir réaliser dans sa circonscription? Que cette personne se fasse connaître.

Une voix: Et le déficit?

M. Barrett: Peu importe le déficit, mon ami. Nous parlons ici de politique. Le déficit ne compte pas lorsque nous parlons des voix dans les régions. Si nous dépensons de l'argent pour le pont, ils voteront peut-être pour nous. J'estime que c'est insulter les habitants de l'Île-du-Prince-Édouard et pour ceux du Nouveau-Brunswick. C'est assurément une insulte pour les habitants du Canada, qui doivent payer la note pour ce projet superfétatoire.

Mme Dobbie: Vous harcelez la petite Île-du-Prince-Édouard.

M. Barrett: Oh, je harcèle l'Île-du-Prince-Édouard. Les insulaires pensent que c'est une farce. Ils pensent qu'il est vraiment marrant de faire accroire aux Canadiens que nous pouvons dépenser 42 millions de dollars par année pour en économiser 21 millions par année. C'est là la nouvelle mentalité des libéraux-conservateurs.

Je mets au défi les députés du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard de monter à la tribune et de dire: «Voilà comment nous allons sortir le pays du marasme financier. Nous allons dépenser deux fois plus pour économiser la moitié.» Pensez-vous qu'ils monteront à une tribune et expliqueront les choses ainsi? Non. Mais c'est la réalité.

C'est la pure réalité. Comment peut-on justifier que 70 p. 100 du consortium appartient à la Grande-Bretagne et aux États-Unis? Pourquoi dépensons-nous cet argent? Pour enrichir les entrepreneurs de la Grande-Bretagne? Je ne le sais pas. Pour enrichir les entrepreneurs des États-Unis? Je ne le sais pas.